

habitants pourront élire leurs représentants qui se réuniront au Parlement.

Cette naissance de la démocratie fut toutefois entachée, et cela très rapidement. En effet, la population se rendit soudainement compte que l'Assemblée législative, élue par la population, n'avait aucun pouvoir devant les deux conseils nommés par Londres. Le Conseil législatif et le Conseil exécutif étaient composés à majorité de commerçants ou de professionnels habitant le territoire et nommés par la Couronne britannique, qui s'assurait ainsi la mainmise des décisions concernant la population francophone.

Le Haut-Canada, aujourd'hui l'Ontario, vivait la même impasse antidémocratique: pas juste les francophones, les loyalistes aussi. Et William Lyon Mackenzie King s'insurgeait, lui aussi, contre cet état de fait avec son parti, les Réformistes; bien entendu, pas ceux d'aujourd'hui, mais ceux de ce temps-là.

Dans le Bas-Canada, c'est avec Papineau que les Patriotes s'opposèrent à cette injustice. Un point important à noter ici: les francophones sont majoritaires à ce moment-là sur l'ensemble du Haut et du Bas-Canada.

Ces deux formations politiques tentèrent pacifiquement de dénoncer l'impasse constitutionnelle. Les Patriotes présentèrent une liste de 92 résolutions, des correctifs à apporter au système politique canadien. La réponse vint rapidement, et lord Russell refusa les demandes présentées par Papineau et son parti.

Il ne restait donc que deux choix au chef des Patriotes: la soumission ou la révolte.

Depuis 1834, le contexte économique, social et culturel est aussi bouillant. Au niveau économique, l'inaccessibilité des terres rend de plus en plus difficile l'installation des familles nombreuses. Au niveau social, l'élite anglophone contrôle pratiquement tout, spécifiquement le domaine de l'emploi. Au niveau de la culture, il faut se rappeler le refus du Conseil législatif de répondre au besoin d'un système d'éducation demandé par le Bas-Canada; un peu ce qu'on vit en Ontario aujourd'hui, à Kingston, pour ceux qui ne le savent pas.

Instabilité politique, instabilité économique, instabilité sociale et culturelle sont les ingrédients parfaits pour faire sauter la marmite au Bas-Canada et aussi au Haut-Canada.

Les Patriotes voulaient donc exercer un véritable pouvoir sur les décisions affectant l'avenir du peuple du Bas-Canada. Une des demandes principales est la responsabilité ministérielle. Il s'agit d'avoir un conseil exécutif issu de l'Assemblée législative, donc des élus qui prennent des décisions, responsables de leurs gestes devant la population.

Devant le refus de Londres se produisent de regrettables événements—nous tenons à le souligner—appelés Rébellion de 1837–1838. Je passerai sous silence volontairement, puisqu'on l'a fait précédemment, les détails de cette insurrection pour

### *Initiatives parlementaires*

arriver immédiatement à l'étude de la situation qui a été faite par lord Durham.

Après avoir étudié la situation du Haut-Canada et du Bas-Canada et constaté à ce moment-là la mise en minorité des francophones, lord Durham, pas fou, proposa l'union du Haut-Canada et du Bas-Canada, qui s'appellera dorénavant «Canada uni», avec une majorité anglophone. Cette union, il faut le souligner, fait augmenter de 16 fois la dette du Bas-Canada, et ce, pour payer les infrastructures du Haut-Canada.

Après un temps d'adaptation de huit ans, soit en 1848, Londres reconnaît la deuxième recommandation du rapport Durham, c'est-à-dire la responsabilité ministérielle. En 1848 se produit la naissance de la vraie démocratie.

Nous pouvons donc, sans crainte d'errer, affirmer que les Réformistes de Mackenzie et les Patriotes sont les instigateurs de ce que nous reconnaissons tous aujourd'hui comme un gouvernement responsable.

Ces hommes qui furent tués au combat, pendus ou exilés et qui nous permettent aujourd'hui de vivre dans un système politique des plus démocratiques, méritent une reconnaissance du gouvernement canadien pour l'immense apport qu'ils ont amené à nos structures politiques.

• (1155)

Le Québec l'a fait en reconnaissant le 22 novembre comme Journée des Patriotes; Pierre Elliott Trudeau lui-même l'a fait en 1970 en catimini, en Australie, commémorant un monument pour les Patriotes. Il nous reste, à nous, de les réhabiliter pour la mémoire collective des Canadiens et des Canadiennes.

[Traduction]

**M. John English (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé et ministre des Affaires intergouvernementales):** Madame la Présidente, c'est avec grand plaisir que je prends la parole au sujet de la motion n° 257 qui propose d'instituer une journée nationale des patriotes.

Bien que je convienne avec mon hon. collègue de Verchères qu'il est important de célébrer les personnes qui ont contribué à l'établissement de notre système de gouvernement responsable, j'ai plusieurs reproches à faire à sa proposition. D'abord, elle est trop exclusive. Ensuite, elle fait double emploi. Enfin, elle témoigne d'une interprétation étrange de l'évolution du gouvernement responsable au Canada.

En premier lieu, comme mon collègue l'a fait remarquer tout à l'heure, il y a la possibilité que cette motion entraîne des frais supplémentaires.

[Français]

De plus, nous n'avons pas besoin d'un nouveau jour férié national pour souligner ces réalisations. La Fête du Canada nous offre la possibilité de célébrer la contribution de bien des Canadiens et Canadiennes à l'instauration de notre système de gouvernement démocratique.